

**Accord professionnel**

**ACCORD RELATIF AUX FRAIS EXPOSÉS  
PAR LES REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS  
DANS LE CADRE  
DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE  
POUR LE SECTEUR DE LA LIBRAIRIE  
(28 avril 2005)**

ACCORD DU 28 AVRIL 2005  
RELATIF AUX FRAIS DANS LE CADRE  
DE LA NÉGOCIATION COLLECTIVE  
NOR : ASET0550974M

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Il est défini entre les parties que le champ d'application du présent accord couvre les entreprises dont l'activité principale, en terme de chiffre d'affaires, est principalement constitué de la vente de livres dans les départements français de la métropole et d'outre-mer.

Ce champ d'application comprend les commerces de librairie dont la clientèle est constituée de particuliers, d'entreprises ou d'administrations, que ces commerces vendent des livres neufs ou d'occasion.

Sont visés :

- les commerces de librairie qui relèvent principalement du code 52.4 R, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de produits de papeterie ou de presse ;
- les commerces de livres d'occasion qui relèvent principalement du code 52.5 Z, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de livres anciens et de valeur.

**Article 2**

*Objet*

Le présent accord vise à la prise en charge des frais des salariés concernant leurs déplacements et leur hébergement, ainsi que leur rémunération.

### **Article 3**

#### *Composition des délégations*

La délégation de chaque confédération syndicale reconnue représentative au plan national est composée au maximum de 3 représentants.

### **Article 4**

#### *Délégués salariés des entreprises*

Les membres des organisations de salariés pourront, lorsqu'ils seront salariés d'entreprises entrant dans le champ d'application du secteur de la librairie, et dans la limite de 2 délégués par syndicat représentatif, bénéficier du maintien de leur salaire et du remboursement de leurs frais de déplacement et d'hébergement, dans les conditions précisées aux paragraphes suivants.

### **Article 5**

#### *Information des employeurs*

Les délégués salariés visés au paragraphe précédent informeront leurs employeurs respectifs dès qu'ils auront connaissance des dates de réunions. Leurs employeurs pourront demander aux organisations patronale une attestation pour justifier de la participation de leurs salariés aux réunions.

### **Article 6**

#### *Maintien de salaire*

Sous réserve du respect des dispositions précédentes, les délégués salariés des entreprises bénéficieront du maintien de leur salaire pour le temps nécessaire à la participation aux réunions plénières et préparatoires, y compris le temps de déplacement.

### **Article 7**

#### *Barème des remboursements des frais de déplacements*

Les frais de déplacement de 2 délégués par organisation syndicale sont pris en charge par la partie patronale, sur justificatifs, sous réserve des maxima suivants :

- transport :
  - tarif SNCF, seconde classe ;
  - ou tarif aérien en classe économique si le trajet en train devait excéder une durée de 3 h 30 ;
  - ou tarif du barème fiscal kilométrique pour un véhicule de 7 CV pour les trajets en automobile, dans la limite de 200 km aller/retour ;
  - les transports urbains sont pris en charge ;
- repas : 7 fois le minimum garanti ;
- hôtel : 30 fois le minimum garanti.

### **Article 8**

#### *Délai de remboursement*

Les remboursements interviendront dans un délai maximal de 15 jours après réception des justificatifs.

## **Article 9**

### *Réunions préparatoires*

Dans l'attente d'un accord sur le financement du paritarisme, les membres des organisations syndicales pourront se réunir à concurrence de 3 demi-journées, chacune de ces réunions étant accolée à l'une des 6 réunions plénières prévues durant l'année 2005.

## **Article 10**

### *Portée de l'accord*

Un accord, de quelque nature qu'il soit, ne peut déroger en tout ou partie aux clauses du présent accord que pour des dispositions plus favorables aux salariés.

## **Article 11**

### *Clause de révisions*

Les dispositions du présent accord ont vocation à être intégrées, comme des clauses minimales, au sein d'un accord sur le financement du paritarisme.

## **Article 12**

### *Entrée en vigueur*

Le présent accord entrera en vigueur le lendemain du dépôt à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

Syndicat de la librairie française ;  
Fédération française syndicale de la librairie.

### **Syndicats de salariés :**

Fédération des services CFTC ;  
CFE-CGC FCCS ;  
CFE-CGC FNECS ;  
Fédération des services CFDT ;  
FEC CGT FO.